

ŒUVRES COMPLÈTES
DE
LAMARTINE

PUBLIÉES ET INÉDITES

MÉMOIRES POLITIQUES

I

TOME TRENTE-SEPTIÈME

PARIS
CHEZ L'AUTEUR, RUE DE LA VILLE-L'ÉVÊQUE, 43.

M DCCC LXIII



SUR LA

POLITIQUE RATIONNELLE

A M. LE DIRECTEUR DE LA *REVUE EUROPÉENNE*

Saint-Point, septembre 1831.

I

MONSIEUR,

Votre lettre m'arrive au fond de ma solitude ; mais il n'y a plus de solitude pour un esprit sympathique et pensant dans les temps laborieux où nous vivons : la pensée générale, la pensée politique, la pensée sociale domine et oppresse chaque pensée individuelle. Nous voulons la déposer en vain ; elle est autour de nous, en nous, partout ; l'air que nous respirons nous l'apporte, l'écho du monde entier nous la renvoie. En vain nous nous réfugions dans le silence des vallées, dans les sentiers les plus perdus de nos forêts ; en vain, dans nos belles nuits de septembre, nous contemplons d'un regard envieux ce ciel paisible et étoilé qui nous attire,

et l'ordre harmonieux et durable de l'armée céleste ; le souvenir de ce monde mortel qui tremble sous nos pieds, les soucis du présent, la prévision de l'avenir, nous atteignent jusqu'à ces hauteurs mêmes. Nous revenons de ces demeures de paix avec un esprit chargé de trouble ; une voix importune et forte, une voix qui descend du ciel, comme elle s'élève de la terre, nous dit que ce temps n'est pas celui du repos, de la contemplation, des loisirs platoniques ; mais que si l'on ne veut pas être moins qu'un homme, on doit descendre dans l'arène de l'humanité, et combattre, et souffrir, et mourir s'il le faut avec elle et pour elle !

Vous le savez, je n'ai point refusé ce combat ; je me suis présenté à la France avec la conviction d'un devoir à remplir, avec le dévouement d'un fils : elle n'a pas voulu de moi. Je n'ai point manqué à la lutte, c'est la lutte qui m'a manqué. Presque seul parmi les hommes qui n'ont pas renié ou combattu la Restauration, j'ai affronté, pour accomplir ce devoir de citoyen et de Français, le sourire de pitié de nos Machiavels monarchiques, les insultes et les menaces du parti dont la politique n'est que de la haine, et qui appelle liberté la dérision de son despotisme de place publique. Les uns n'ont vu en moi qu'un esprit faible qui ne comprenait pas la neutralité dans les temps de lutte, ou l'habileté de l'inertie ; les autres, qu'un ambitieux trop pressé qui prenait un détour habile pour entrer avec les vainqueurs en partage de quelque honteuse dépouille ; les autres, enfin, qu'un absolutiste déguisé venant tendre un piège à la liberté pour la faire trébucher dans sa route, et rire ensuite, avec ses complices, de ce grand cataclysme de la civilisation moderne, aboutissant à un coup d'État au profit de quelque impuissante ordonnance. Ainsi sont jugés les hommes pendant qu'ils respirent dans cette atmosphère de corruption et de mensonge qu'on appelle les temps de partis. Je suis donc resté seul et dans le silence ; mais seul avec une conscience qui m'approuve, avec un présent qui me justifie, avec un avenir qui du moins ne m'accusera pas ! mais seul avec vous, avec tant d'hommes jeunes et sincères, avec tant d'esprits élevés et rationnels qui ont fait de leur pensée politique un sanctuaire où l'intrigue et la passion ne pénètrent pas ; qui cherchent la vérité sociale à la seule lueur de la vérité divine ; qui placent la morale, le devoir, le salut et le progrès de l'humanité au-dessus de leurs théories d'école et de leurs affections de famille ; qui ont dans le cœur autre chose qu'un nom propre ; qui comprennent de l'humanité toutes ses époques, toutes ses formes, toutes ses transformations même : esprits marchant en dehors mais en avant des 'généra-

tions, comme la colonne de feu en avant de l'armée de Moïse ; véritable majorité pensante de ce siècle, qui laissera seule peut-être une trace lumineuse quand tout ce désert aura été franchi, quand toute cette poussière sera retombée. -

Vous me demandez deux choses dans votre lettre : une coopération personnelle au journal que vous fondez ; et mon opinion sur les principes politiques qu'il doit arborer et propager.

Quant à la coopération, je suis à regret forcé de vous répondre non : je n'ai jamais écrit dans aucun journal ; je n'écrirai jamais dans un journal dont je ne serais pas seul responsable. Ne voyez pas dans ces paroles un superbe dédain de ce qu'on appelle journalisme ; loin de là ! J'ai trop l'intelligence de mon époque pour répéter cet absurde non-sens, cette injurieuse ineptie contre la presse périodique ; je comprends trop bien l'œuvre dont la Providence l'a chargée. Avant que ce siècle soit fermé, le journalisme sera toute la presse, toute la pensée humaine. Depuis cette multiplication prodigieuse que l'art a donnée à la parole, multiplication qui se multipliera mille fois encore, l'humanité écrira son livre jour par jour, heure par heure, page par page ; la pensée se répandra dans le monde avec la rapidité de la lumière ; aussitôt conçue, aussitôt écrite, aussitôt entendue aux extrémités de la terre, elle courra d'un pôle à l'autre, subite, instantanée, brûlant encore de la chaleur de l'âme qui l'aura fait éclore ; ce sera le règne du verbe humain dans toute sa plénitude ; elle n'aura pas le temps de mûrir, de s'accumuler sous la forme de livre ; le livre arriverait trop tard : le seul livre possible dès aujourd'hui, c'est un journal. Ce n'est donc pas chez moi mépris de cette forme nécessaire de publication, de cette démocratie de la parole ; non : c'est un respect religieux pour ma conviction politique, conviction forte, absolue, entière, que je ne pourrais associer à d'autres convictions sans l'altérer souvent, sans la dénaturer peut-être. L'association, si utile pour agir, ne vaut rien pour parler ; la solidarité de la pensée est celle qu'un esprit indépendant et convaincu accepte le moins : chaque pensée est un tout auquel on ne peut ajouter ou retrancher sans changer sa nature. C'est l'unité morale.

Quant à la haute direction politique dont vos amis et vous avez déjà si heureusement et si courageusement reconnu les sommités dans le *Correspondant*, voici les principales considérations morales, historiques et philosophiques qui la traceront devant moi, si j'avais la force et le talent de coopérer à votre œuvre sociale.

II

Lorsqu'un homme veut embrasser du regard un horizon plus vaste, il s'élève à une hauteur proportionnée à celui qu'il veut découvrir ; de là, il plonge et il voit. Ainsi doit faire le philosophe. Élevons-nous donc à ces hauteurs intellectuelles d'où l'œil contemple le passé, domine le présent, et peut entrevoir l'avenir. Dépouillons-nous par la pensée de nos qualités d'âge, de pays, d'époque, de nos préjugés, de nos habitudes de patrie et de parti : laissons au pied de la montagne ces vêtements et ces sandales du jour ; réduisons-nous à la nature de pure intelligence, et regardons ! Ce sommet d'où l'homme peut contempler la route passée et future de l'humanité, c'est l'histoire ; la lumière qui doit éclairer à ses yeux ce double horizon, c'est la morale, ce jour divin qui émane de Dieu lui-même, et qui ne peut ni égarer ni faillir. Ainsi placé, ainsi éclairé, avec le cœur droit et l'œil pur, on peut présenter au philosophe le problème social le plus complexe, le plus obscur, il le résoudra ; il le résoudra avec une précision métaphysique, à quelques accidents, à quelques siècles d'erreur près dans la durée des phases sociales, dont la Providence se réserve le secret ; sublime prophète de la raison, il écrira l'histoire de l'avenir ! Ce problème, les événements l'ont posé devant nous ; chaque cœur le sonde en secret, chaque intelligence le scrute, chaque bouche répète : « Où sommes-nous ? où allons-nous ? et que faire ? »

III

Où sommes-nous ? — Non point à la fin des temps, non point au cataclysme suprême des sociétés humaines, non pas même à une de ces époques honteuses sans espérance et sans issue, où l'humanité croupit dans une longue et vile corruption, et se décompose dans sa propre fange. Non ; l'histoire et l'Évangile à la main, en voyant le peu de chemin qu'a fait l'homme, et la route immense que la raison humaine et le Verbe divin ouvrent à son perfectionnement ici-bas, nous sentons que l'humanité touche à peine à son âge de raison : d'un autre côté, en plaçant la main sur le cœur de l'homme social, en sentant battre en lui cette espérance indéfinie, cette ardeur et cette audace viriles, cette séve de force et de désirs qui tarit moins que jamais à notre époque ; en écoutant ses paroles hardies, ses promesses aventureuses ; en s'effrayant même de cette surabondance d'énergie qui le révolte contre tout frein, qui le brise contre tout obstacle, nous sentons que le principe vital est loin d'être affaibli dans l'humanité. L'humanité est jeune, sa forme sociale est vieille et tombe en ruines ; chrysalide immortelle, elle sort laborieusement de son enveloppe primitive, pour revêtir sa robe virile, la forme de sa maturité. Voilà le vrai ! Nous sommes à une des plus fortes époques que le genre humain ait à franchir pour avancer vers le but de sa destinée divine, à une époque de rénovation et de transformation sociale pareille peut-être à l'époque évangélique. La franchirons-nous sans périr ? sans que quelques générations se débattent ensevelies sous les débris d'un passé qui s'écroule ? sans qu'un siècle ou deux soient perdus dans une lutte atroce et stérile ? Voilà la question : avant le 27 juillet 1830, elle était résolue ; le pont était jeté sur l'abîme qui sépare le passé de l'avenir. La Restauration avait reçu d'en haut la plus belle et la plus sainte mission que la Providence pût donner à une race royale, la mission que reçut Moïse : de conduire la France, cette avant-garde de la civilisation moderne, hors de la terre d'Égypte, de la terre d'arbitraire, de privilège et de servitude : elle ne l'a pas comprise jusqu'au bout ; le suicide de

juillet, si funeste au présent, fut le meurtre de l'avenir ; la race de saint Louis, comme le prophète du Sinaï, a péri pour son doute avant d'avoir touché la terre des promesses. Mais nous, génération innocente de cette faute, la verrons-nous avant de mourir ?

IV

Où allons-nous ? — La réponse est tout entière dans le fait actuel : nous allons à une des plus sublimes haltes de l'humanité, à une organisation progressive et complète de l'ordre social sur le principe de la liberté d'action et d'égalité de droits ; nous entrevoyons, pour les enfants de nos enfants, une série de siècles libres, religieux, moraux, rationnels, un âge de vérité, de raison et de vertu au milieu des âges ; ou bien, fatale alternative ! nous allons précipiter la France et l'Europe dans un de ces gouffres qui séparent souvent deux époques, comme l'abîme sépare deux continents ; et nous mourrons en léguant à nos fils un ordre social défait, des principes nouveaux douteux, contestés, ensanglantés ; le pouvoir impossible, la liberté impraticable, la religion persécutée ou avilie, une législation rétrograde, une guerre européenne universelle, sans fruit comme sans terme, la légalité de l'échafaud, la civilisation des bivouacs, la morale des champs de bataille, la liberté des satrapes, l'égalité des brigands ; et, au milieu de tout cela, une idée étouffée dans le sang, mutilée par le sabre, germant çà et là dans quelques âmes généreuses, comme le christianisme dans les catacombes, rejetée cent fois aux hasards des événements et des catastrophes, et ne fleurrissant sur la terre qu'après deux siècles de stérilité, de servitude, de forfaits et de ruines ! Ce choix se fait à l'heure où je vous écris.

V

Que faire donc ? — Ce mot vous semble hardi, il ne l'est pas. Dieu, qui a donné la liberté morale à l'homme, qu'il a créé pour choisir et pour agir, lui a donné, le même jour, la lumière pour éclairer son choix. La politique, dont les anciens ont fait un mystère, dont les modernes ont fait un art, n'est ni l'un ni l'autre : il n'y a là ni habileté, ni force, ni ruse ; à l'époque rationnelle du monde, dans l'acception vraie et divine du mot, la politique, c'est de la morale, de la raison et de la vertu !

Laissez donc le scepticisme se complaire dans son impuissance, et nier la vérité sociale, pour n'avoir pas la peine de la découvrir ou de la défendre ! Laissez le machiavélisme, cette friponnerie politique, prendre le genre humain pour dupe et la Providence pour complice ! Laissez le préjugé et la routine user leurs forces dans la stérile contemplation d'un passé qu'ils ne peuvent ranimer, car il est déjà froid, et leur souffle n'a point de vie à lui rendre ! Laissez enfin le fatalisme rêver le crime à défaut de la force, décimer l'humanité au lieu de l'éclairer, et, du haut des échafauds, jeter au peuple la terreur et la mort pour semer la vengeance et le sang ! Systèmes atroces ou insensés, tristes produits de la faiblesse de l'esprit et de la perversité du cœur ! Montez plus haut, et vous verrez plus loin ; et la lumière de la vérité même, qui n'est autre que la morale, éclairera pour vous cet horizon de ténèbres, de mensonge, d'illusions, qu'on appelle la politique : tous les partis élèveront la voix pour vous accuser ou vous proscrire ; tous ont intérêt à ces ténèbres, car tous ont quelque chose à cacher et quelqu'un à tromper. Le vôtre même s'inscrira le premier contre vous. Mais la conscience du juste est d'airain ; elle a à elle seule une voix plus forte que son siècle, qui retentit plus juste et plus haut que ces passagères clameurs, et, soyez-en sûr, c'est la seule voix qui ait son écho dans l'avenir et son applaudissement dans la postérité !

Votre théorie sociale sera simple et infaillible : en prenant Dieu pour point de départ et pour but, le bien le plus général de l'humanité pour objet, la morale pour flambeau, la conscience pour juge, la liberté pour route, vous ne courrez aucun risque de vous égarer ; vous aurez tiré la politique des systèmes, des illusions, des déceptions dans lesquelles les passions ou l'ignorance l'ont enveloppée ; vous l'aurez replacée où elle doit être, dans la conscience ; vous aurez saisi enfin, dans le perpétuel mouvement des siècles, dans l'orageuse instabilité des faits, des esprits et des doctrines, quelque chose de fixe et de solide, qui ne tremblera plus sous vos mains.

VI

Quatre grandes époques dominent l'état social des générations écoulées, semblables à ces époques créatrices que le naturaliste croit reconnaître dans les développements séculaires du globe : l'âge théocratique, qui commence avec le monde sortant des mains du Créateur, et qui finit aux temps héroïques ; l'âge tyrannique, ou le règne de la force brute, plus ou moins altérée par la législation commençante, qui se lève avec les temps historiques, et qui tombe devant le Christ avec la polygamie et l'esclavage ; l'âge monarchique, mêlé ou tempéré d'oligarchie, d'aristocratie, de féodalité, de puissance sacerdotale, qui s'ouvre à Constantin et se ferme avec la tombe de Louis XIV, ou sur le rocher de Sainte-Hélène, dont le géant captif l'avait si glorieusement mais si vainement ressuscité : nous touchons à l'époque *du droit et de l'action de tous*, époque toujours ascendante, la plus juste, la plus morale, la plus libre de toutes celles que le monde a parcourues jusqu'ici, parce qu'elle tend à élever l'humanité tout entière à la même dignité morale, à consacrer l'égalité politique et civile de tous les hommes devant l'État, comme le Christ avait consacré leur égalité naturelle devant Dieu. Cette époque pourra s'appeler l'époque évangélique, car elle ne sera que la déduction logique, que la réalisation sociale du sublime principe déposé dans le livre divin comme dans la nature même de l'humanité, de l'égalité et de la dignité morales de l'homme reconnues enfin dans le code des sociétés civiles.

Chacune de ces époques a eu sa forme propre, son œuvre, sa force vitale et sa durée, avant d'en enfanter une autre. C'est d'abord Dieu tout seul se révélant à la nature et parlant par la conscience, le plus saint des oracles, si l'interprète n'eût pas été l'homme ! puis le héros ou l'homme fort, conquérant l'obéissance par la reconnaissance ou par la crainte ; puis le tyran, ou le sénat, tyran à plusieurs têtes, ou l'aristocratie, ou le régime sacerdotal, imposant, à l'aide de quelques-uns, sa volonté à tous ; puis le roi et ses pairs ; puis le roi et son peuple représenté devant lui par l'élection, et non par un droit de fait et de naissance, et le constituant seulement organe et agent de la volonté universelle : cette forme se rapproche plus de la république rationnelle que la république fictive des anciens ; c'est l'époque présente, république véritable. Nous ne disputons que sur le nom.

L'œuvre de cette grande époque, œuvre longue, laborieuse, contestée, c'est d'appliquer la raison humaine, ou le Verbe divin, ou la vérité évangélique, à l'organisation politique des sociétés modernes, comme la vérité évangélique fut, dès le principe, appliquée à la législation civile et aux mœurs. Remarquez-le bien : la politique a été jusqu'ici hors la loi de Dieu ! La politique des peuples chrétiens est encore païenne ; l'homme ou l'humanité n'est à ses yeux qu'un véritable esclave antique, né pour servir, payer, combattre, et mourir ! Horrible mensonge qui souille à leur insu tant de cœurs chrétiens, tant de bouches même pieuses ! L'homme social doit être désormais aux yeux du philosophe, aux yeux du législateur, ce que l'homme isolé est aux yeux du vrai chrétien : un fils de Dieu, ayant les mêmes titres, les mêmes droits, les mêmes devoirs, la même destinée devant le père terrestre, l'État, que devant le Père céleste, Dieu. C'est la forme que nous cherchons dans le droit et l'action de tous ; cette forme, que les modernes ont appelée démocratie, par analogie inexacte avec ce que les anciens nommaient ainsi, et qui n'était que la tyrannie de la multitude. Ce nom de démocratie, souillé et ensanglanté récemment parmi nous dans les saturnales de la Révolution française, répugne encore à la pensée : bien que le philosophe lave les mots avant de s'en servir, et purifie l'expression par l'idée, nous nommerons de préférence cette forme de gouvernement la forme rationnelle ou le droit de tous ; or, la forme rationnelle ou le droit de tous ne peut être autre chose que la liberté, où chacun est juge et gardien de son propre droit : donc l'époque moderne ne peut être que l'époque de la liberté ; sa mission est d'organiser le droit et l'action de tous, ou la liberté, d'une manière vitale et durable.

Toute organisation est lente et pénible; c'est l'œuvre de plus d'un jour, de plus d'un siècle peut-être. L'homme est l'homme : il se dégoûte, il se rebute, il se hâte de nier ce qu'il ne peut atteindre. Ses réactions contre sa propre pensée sont promptes et terribles; elles le rejettent cent fois au point de départ, comme le vaisseau qui revient se briser contre le rivage, repoussé par le flot même qui devait le porter à un autre bord. Ces réactions peuvent être longues : voyez Bonaparte, sublime réaction contre l'anarchie; il n'a duré que quinze ans, et pouvait durer un demi-siècle! Les temps de l'œuvre sociale ne peuvent donc pas se calculer, à quelques siècles près; Dieu seul les sait. Pendant qu'ils s'accomplissent, l'homme individu passe, souffre, espère, se plaint et meurt; mais chaque vie individuelle a son œuvre complète et indépendante de l'œuvre sociale; un jour, une vertu, lui suffisent. L'homme social ou l'humanité survit, et s'avance vers une destinée plus haute et plus inconnue!

Il nous est peut-être déjà donné d'entrevoir au moins l'époque qui succédera à la nôtre : après les cinq ou six siècles qu'aura duré l'âge de liberté, nous passerons à l'âge de vertu et de religion pures, aux promesses accomplies du législateur divin, à l'époque de charité, mille fois supérieure encore à l'époque de liberté, autant que la charité, amour des autres, sentiment divin émané de Dieu, est au-dessus de la liberté, amour de soi, sentiment humain émané de l'homme.

Ces principes posés et admis, les applications à la crise actuelle, les déductions politiques pour notre théorie sociale comme pour notre règle privée ou pour notre action publique sont claires et incontestables; nous savons où nous sommes, nous savons où nous allons, nous savons par quelle route nous devons tendre au but prochain ou éloigné que la Providence, manifestée par les faits, pose sans cesse devant nous. Ces applications au temps actuel se présentent dans les innombrables questions qu'une révolution soulève, comme le vent soulève la vieille poudre du désert, quand une pierre tombe de la pyramide des siècles.

Révolution, dynastie, légitimité, droit divin, droit populaire, souveraineté du fait ou du droit; pouvoir, liberté, forme et but du gouvernement; questions de culte ou d'enseignement, de paix ou de guerre; existence et hérédité d'un pouvoir aristocratique ou de la pairie; législation, élection, extension ou restriction des pouvoirs des communes, des municipalités, des provinces, tout se classe, tout s'éclaire, tout se

juge; la conscience politique n'a plus de doutes, le présent plus d'ambiguïtés, l'avenir plus de mystères; tout se résout dans ces seuls mots : Le bien le plus général de l'humanité pour objet, la raison morale pour guide, la conscience pour juge. A l'aide de ce grand jury, l'esprit humain peut citer devant lui le siècle, et prononcer sans crainte son infailible verdict.

VII

APPLICATIONS

La circonstance est propice pour les applications rigoureuses de cette philosophie politique aux événements qui se déroulent devant nous. La terre a tremblé; une secousse inattendue, subite, irrésistible, a déplacé tous les intérêts, toutes les passions, toutes les affections, tous les systèmes. Tout est débris, tout est vide devant nous; les cœurs sont libres comme les consciences; le sol est nivelé comme pour une grande reconstruction sociale préparée par le divin Architecte. Un pouvoir antique, que les uns vénéraient par conviction ou par souvenir, que les autres haïssaient par impatience ou par préjugés, s'est abîmé sur lui-même, et, on peut le dire, par sa propre et fatale volonté; nul parmi nous n'en est coupable : amis ou ennemis l'ont vu tomber avec une égale stupeur. Je ne parle pas ici de cette populace qui a des applaudissements pour tout ce qui surgit, des huées pour tout ce qui tombe. Ce pouvoir a péri dans la tempête qu'il avait lui-même si aveuglément suscitée. Nous-mêmes, royalistes d'esprit ou de cœur, hommes de logique ou de fidélité, nous ne pouvons que pleurer en silence sur ses ruines dispersées, vénérer et plaindre les augustes victimes d'une irrémédiable erreur, écarter l'insulte des cheveux blancs des vieillards, rappeler le respect et la pitié autour des tombeaux des martyrs, de l'asile pieux des femmes, et ne pas proscrire le pardon et l'espérance de la tête innocente des enfants : mais, abandonnés à nous-mêmes par un fait plus fort que nous, nous nous appartenons tout entiers; notre raison n'a plus de liens, notre affection

privée ne lutte plus en nous contre notre logique sociale. Sachons donc, tout en déplorant ce qu'il y a de déplorable dans cette chaîne de siècles, dont le dernier anneau s'est rompu malgré nous dans nos mains, profiter en hommes de cette liberté que la catastrophe même nous a faite! Ne nous conduisons pas par le sentiment, qui n'a point de place dans le fait actuel, mais raisonnons et agissons; ne soyons pas les hommes d'une opinion, d'un parti, d'une famille, mais les hommes du présent et de l'avenir! Quand nos fils, à qui nous aurons légué notre ouvrage et notre mémoire, nous jugeront de loin avec l'impartialité et la rigueur de la distance; quand tous les sentiments personnels seront morts et froids devant eux; quand ils sonderont l'ordre social que nous leur aurons préparé, ils ne recevront point pour excuse nos préjugés de naissance, nos prédilections de sang, nos habitudes de famille, nos délicatesses d'esprit, nos convenances de position, nos vains regrets, nos molles répugnances; ils nous demanderont si nous avons agi en hommes, en hommes intelligents, prévoyants et libres, ou si nous avons perdu en stériles récriminations et en impuissantes douleurs l'époque qui nous a été donnée pour régénérer l'ordre social et pour fonder la vérité politique.

Sur ces bases, nous établrions donc ainsi et en peu de paroles le symbole politique de l'époque rationnelle où nous entrons. Je me borne à le poser devant vous; c'est à vous de le confronter pour chaque question de détail avec les trois principes qui doivent le dominer et l'éclairer: l'espace borné de cette lettre ne me permet, sur chacun de ces articles, ni développement, ni discussion, ni commentaire; chacun serait un livre; il ne faut qu'un mot. Je les reprendrai peut-être plus tard,

VIII

La tentative du coup d'État de juillet fut insensée et coupable. Il y eut erreur dans l'intention, et violation de la foi jurée dans l'acte ¹; par

¹ Nous ne parlons ici que du fait jugé par la raison et la conscience publiques. Comme il est évident que la nation avait entendu le serment à la charte

conséquent ni raison ni morale dans le fait. La conscience impartiale le juge comme l'événement l'a jugé : un coup d'État n'est moral et juste que quand il est nécessaire, et toutes les fois qu'il est nécessaire il réussit : c'est le premier axiome de haute politique.

La dynastie a été enveloppée tout entière dans le châtement infligé par le fait même ; la peine politique a frappé plus loin que la faute. Le feu du courroux populaire a consumé le bois sec et le bois vert ; la résistance, dans son plein droit pendant deux jours, l'a dépassé le troisième. Là commence la violation d'un autre droit : le droit dynastique. Son maintien seul eût été moral : était-il possible sous l'émotion même de l'action, sous le feu de la lutte ? L'histoire seule le sait et le dira : nous l'ignorons encore. Quel que soit le jugement porté par une révolution dans la chaleur du conflit, dans la partialité de la victoire, il y a toujours deux voix pour protester plus haut qu'elle : une dans le ciel, la conscience ; une sur la terre, l'histoire. Mais, il faut le confesser ici avec une douloureuse sincérité : lorsque deux droits ont été également violés et renversés dans une lutte privée ou sociale, la conscience comme l'histoire infligent la plus forte culpabilité à l'agresseur, et trouvent dans la première violation, sinon l'excuse, au moins la raison de la seconde.

Si, dans l'appréciation de ces deux fautes, nous sommes conduits à balancer le droit populaire et le droit dynastique, nous trouvons qu'ils ne sont qu'un seul et même droit, le droit du salut du peuple, le droit de la nécessité sociale. L'un dérive primordialement et éternellement de l'autre : si le peuple le viole, s'il le brise sans une invincible nécessité, il se frappe lui-même, il se viole lui-même, et lui-même il se punit de son propre crime ; mais l'événement une fois accompli, la société doit-elle irrémissiblement périr sous les ruines de ses dynasties ? les généra-

d'une manière réelle et absolue, les ordonnances de juillet furent à ses yeux une violation manifeste de la foi jurée ; mais l'article 14, qui ne laisse pas d'ambiguïté devant la raison publique, pouvait en laisser dans la conscience royale, qui l'interprétait sans doute en faveur de sa prérogative. Ainsi le parjure n'aurait pas souillé les lèvres d'un roi, bien que son apparence ait soulevé légitimement l'indignation d'un peuple. La charte avec l'article 14, entendu comme il l'a été par les ordonnances de juillet, eût été un non-sens ; mais les termes de l'article 14 ont une ambiguïté qui a pu motiver une erreur de fait, un parjure de bonne foi. Ici donc la conscience politique réproouve ; la conscience privée peut excuser ou se taire.

tions doivent-elles se transmettre comme un sanglant héritage la vengeance de ce droit, le redressement de ce tort? les hommes de raison, de lumière et de conscience doivent-ils s'abstenir, en l'absence de ce droit, de leur droit plus imprescriptible à eux, de leurs devoirs de citoyens, d'enfants de la nation, du siècle, de l'humanité, et se retirer à jamais sous leur tente, parce qu'un chef national aura été substitué à un autre? Non : là commencerait pour eux un délit plus grand que celui contre lequel leur inertie prétendrait protester et sévir. Leur stérile fidélité à un homme, à un souvenir, à un nom, à un devoir, que le fait aurait rendus fictifs, deviendrait une infidélité plus réelle et plus coupable à eux-mêmes, au pays, au peuple, à l'humanité tout entière : pour honorer le passé, ils trahiraient le présent et l'avenir; les générations leur demanderaient compte de leur force quelconque, annulée volontairement par eux dans l'éternelle lutte sociale, dans la marche progressive des idées et des choses. Quiconque ne combat pas cette lutte, quiconque n'avance pas dans cette route, est comptable et complice du mal qui triomphe ou de la société qui s'arrête : et d'ailleurs, si chacun avait le droit indépendant de la patrie de reconnaître dans les dynasties qui jonchent l'histoire celle qui lui paraît avoir le droit primordial à son obéissance, le titre exclusif à son affection, où en serait le monde social? Nous reconnaitrions autant de souverains qu'il y a de noms dans nos fastes; l'un servirait Clovis, l'autre croirait à Pepin : l'absurdité des conséquences prouve l'absurdité du dogme. Le bon sens et la morale, comme l'invincible nécessité de l'existence nationale, nous amènent donc à conclure que la légitimité, la meilleure des conventions sociales, n'est cependant qu'une convention sociale, une salutaire fiction de droit; qu'elle n'a le droit que pendant qu'elle a le fait, ou qu'il y a lutte pour le recouvrer; que les dynasties qui possèdent le présent ne possèdent pas l'avenir; que les races royales montent et descendent dans l'éternelle rotation des destinées humaines comme les autres races; que le pouvoir, expression et propriété de la société tout entière, ne s'aliène pas à jamais, ne s'inféode pas à une famille immortelle, ne se transmet pas sans terme comme un fief de l'humanité; que tout peut périr; que tout peut changer, hommes, races, dominations, noms et formes même des gouvernements et des empires : mais qu'une seule chose ne périt pas, ne change pas, ne se prescrit pas, le devoir pour chaque homme, pour chaque citoyen, de ne pas se séparer de la patrie, de ne pas s'annuler pour la nation, de ne pas protester seul contre une nécessité sociale admise par le fait, car un fait social a aussi sa logique et ses con-

séquences indépendantes de son droit ; mais de servir la patrie, la nation, l'humanité, dans toutes les phases, dans toutes les conditions de son existence mobile et progressive : la morale la plus simple devient encore ici de la politique. Un seul cas est excepté, celui où la loi divine, où la conscience serait en opposition avec la loi humaine : c'est le cas qui fait les héros ou les martyrs, hommes plus grands que les citoyens !

Pour nous donc, royalistes constitutionnels, hommes de fidélité et de liberté à la fois, de morale et de progrès, deux devoirs sont clairement écrits sous nos yeux : l'un de conscience, servir le pays et marcher avec la nation, penser, parler, écrire, agir et combattre avec elle ; l'autre d'honneur, qu'une position spéciale, qu'une délicatesse exceptionnelle peuvent imposer à quelques-uns d'entre nous : rester en dehors de l'action immédiate et des faveurs du gouvernement, ne point solliciter ses grâces, ne point nous parler de ses dons, ne pas briguer sa confiance, ne pas adorer la victoire, ne pas nous glisser avec la fortune d'un palais dans un autre, ne pas renier notre premier culte, nos affections du berceau, ne pas porter aux genoux d'une race nouvelle, consacrée même à nos yeux par la nécessité, des cœurs encore chauds de notre dévouement d'hier à une race que l'exil abrite, et que l'infortune consacre dans ce palais prophétique des vicissitudes du trône et des retours de l'adversité ! le deuil même sied bien aux douleurs sans espoir. Quoique la morale ne réproouve pas une conduite contraire, quand une nécessité politique la motive, cette conduite, après un dévouement de quinze ans, après des bienfaits reçus peut-être, ferait suspecter la vertu même : le passé a ses droits, l'honneur et la reconnaissance peuvent avoir leurs scrupules. Il n'y a à cette règle qu'une seule exception qui la confirme, par sa rareté, par son improbabilité même : c'est le cas où le prince réclamerait de nous, au nom du pays, un service qu'aucun autre ne pourrait lui rendre aussi bien que nous ; dans ce cas, l'honneur, sentiment tout personnel, devrait céder au patriotisme, sentiment social, et par conséquent au-dessus du premier. Quelquefois, dans les chances incalculables des révolutions, le prince lui-même peut se trouver le premier dans cette redoutable exception ; roi par le fait de sa nécessité, innocent de son élévation, malheureux peut-être de sa propre grandeur !

IX

La forme des gouvernements modernes n'est plus soumise à la discussion, tous l'admettent ou tous y tendent, elle est donnée pour nous par le fait même de notre civilisation : c'est la forme libre, c'est le gouvernement critique de la discussion, du consentement commun ; c'est la république, comme nous l'avons vu plus haut, mais la république mixte, à plusieurs corps, à une seule tête, république à sa base, monarchie à son sommet. Le besoin d'unité d'action et d'une force régulatrice plus rapide et plus intense dans les vastes États modernes, la nécessité d'éviter les commotions fréquentes que la conquête du pouvoir suprême produirait dans l'État, a fait consacrer, pour longtemps encore, ce pouvoir représentatif, cette royauté fictive et conventionnelle dans un chef héréditaire. Qu'on le nomme président ou roi, peu importe ; il n'est plus monarque, il n'a plus le pouvoir d'un seul, le pouvoir personnel : il a mieux, il a le pouvoir social résumé en lui ; il est organe et agent ; il n'est plus, il ne peut plus être source et principe de l'autorité. Ses droits sur nous, nos devoirs envers lui changent ainsi de nature et de titres ; nous n'adorons plus le pouvoir comme sacré et divin, nous le discutons comme logique, nous le respectons comme loi.

Cette forme acceptée (et il faut l'accepter, ou sortir du monde, ou rétrograder dans les siècles, ou se révolter contre la civilisation même, et maudire son propre droit pour se réfugier dans le droit d'autrui, dans la servitude), cette forme donc acceptée, tout ce qui tendra à la perfectionner et à l'étendre, tout ce qui sera plus conforme à sa nature de liberté, de discussion, de consentement commun, d'élection, d'égalité de droit social et privé, sera la vérité politique. C'est là qu'il faudra marcher avec confiance et courage, sûrs que plus nous aurons conquis de conséquences d'un principe juste et vrai, plus ces conséquences en produiront d'autres, et plus ces vérités sociales fécondes porteront de fruits pour l'humanité.

App'iquez cette règle intellectuelle aux questions flagrantes du jour, et confrontez!

La pairie ou le pouvoir aristocratique héréditaire? Triple impossibilité de cette époque; impossible à trouver, car le temps et le travail des siècles en ont miné, dispersé, moulu, nivelé les éléments; impossible à faire accepter aux mœurs, car l'esprit humain, comme le globe matériel, tend, par une loi évidente de sa nature, au nivellement, c'est-à-dire à l'égale répartition des droits et des devoirs politiques; impossible à justifier devant la raison, car c'est une exclusion dans une forme de liberté, un privilège gratuit dans un siècle d'égalité, une constitution du pouvoir social dans quelques familles au profit de quelques-uns, au détriment de tous, et au mépris de la nature et du droit divin de l'humanité, qui en donnent à tous le droit et la capacité successive: jugée par la justice et la morale, qui veulent étendre au lieu de restreindre l'usage de ce qui appartient à tous les hommes, le droit et le devoir; jugée par la raison, puisque ce serait une impossibilité constituée, une création sans éléments; jugée par la conscience, puisque ce serait ravir à tous ce que tous peuvent posséder et exercer, pour en investir un petit nombre: tyrannie posthume, qui ne pourrait ni servir ni nuire; qui ne pourrait se défendre elle-même dix ans devant la critique corrosive et rationnelle de la presse, ce jury nouveau de l'humanité, et qui ne se relèverait un moment de la poussière aride des siècles que pour effrayer le présent d'une ombre sans corps, et servir de risée à l'avenir.

Ne voyez ici qu'une longue et profonde conviction de l'impossibilité de trouver ou de créer une pairie héréditaire, une aristocratie réelle, une noblesse de droit. Quant à une aristocratie de fait, réelle, mais mobile comme la puissance, le mérite ou la vertu qui la produisent; quant à cette noblesse que Dieu écrit sur le front des descendants d'un grand homme ou d'un bienfaiteur des hommes, et que les générations y lisent malgré elles, tant que cette noblesse ne s'y efface pas elle-même, je la reconnais et je la respecte. Ce n'est pas l'homme qui a fait celle-là, c'est la nature; elle a sa raison dans la raison humaine, car nous sommes en réalité une partie, une émanation, une continuation de nos ancêtres: elle a aussi, indépendamment de toutes les lois politiques, son influence et son empire.— Le nom d'un homme vertueux ou illustre, porté par ses descendants, conservé à sa famille, n'est-il pas aussi un privilège? me direz-vous. — Oui, sans doute, et le plus indélébile et le plus incon-

testable des privilèges. — Pourquoi donc le respectez-vous? — Parce qu'il est un privilège de la *nature*, et non pas de l'homme; parce qu'il n'est exclusif de personne; parce qu'il peut successivement, ou à la fois, appartenir à tous. Soyez grands, vertueux, illustres, et vos fils seront respectés et influents! Ils porteront le sceau de cette vertu, de cette illustration que vous leur avez léguée; ils seront nobles de cette noblesse qui n'est pas un droit, mais qui est un fait : estime, admiration, reconnaissance!

La presse? Nécessairement libre, car elle est la voix de tous dans un âge et dans une forme sociale où tous ont droit d'être entendus; elle est la parole même de la société moderne; son silence serait la mort de la liberté! Toute tyrannie qui méditera le meurtre d'une idée commencera par bâillonner la presse; tous nos partis politiques ont triomphé par elle et sont tombés par elle, après s'être retournés contre elle; tous l'accusent, et tous ont motif de s'en plaindre, car nul de ces partis n'a pris le seul moyen de la braver et de la vaincre, celui d'avoir toujours raison. La presse, après mille vicissitudes, après avoir passé comme une arme, tantôt meurtrière, tantôt défensive, des vainqueurs aux vaincus, des oppresseurs aux opprimés, finira par rendre toute déception impossible, toute tyrannie d'un seul, ou de la multitude, impraticable dans le monde, et fondera ce que nous entrevoyons déjà dans le lointain, l'ère rationnelle, ou le gouvernement de la raison publique. Que les vainqueurs l'accusent et la proscrivent, que les vaincus la bénissent et la réchauffent, c'est leur rôle aux uns et aux autres; car elle est la justice divine, manifestée par la parole humaine! Elle écrit sans cesse, de son doigt invisible, ces trois mots qui font pâlir toutes les iniquités, toutes les tyrannies, au milieu de leur gloire et de leurs satellites, sur les murailles de tous les Balthazars!

L'enseignement? Libre et large, répandu, multiplié, prodigué partout; gratuit surtout pour les pauvres, quoi qu'en disent quelques économistes, ces matérialistes de la politique. Celui qui donne une vérité à l'esprit du peuple fait une aumône éternelle aux générations à venir. La civilisation n'est que de la lumière descendant des hauteurs dans les vallées, des sommités dans les masses; un gouvernement de discussion, de critique, d'élection, présuppose l'instruction et la nécessité : si donc la liberté est un bien, et si vous voulez rendre l'homme capable de liberté, qu'il soit instruit, non pas comme vous voulez qu'il le soit, vous, pouvoir systématique, borné, intolérant, arriéré souvent de votre époque,

mais comme il veut l'être, comme il a besoin ou nécessité de l'être! Ne fermez point, n'altérez point les sources où les générations vont s'abreuver; laissez chacun boire à ses eaux et à sa soif. Toute restriction à la liberté d'enseignement, hors celles de simple police, est un attentat à la liberté morale du genre humain dans un pays libre; un crime envers la vérité progressive qui se manifeste comme elle veut, quand elle veut, à son jour, à son heure, dans sa forme, dans sa langue, par ses organes, et non par les vôtres. Si l'enseignement eût été libre avant cette époque du monde, le monde posséderait un trésor de vérité et de science qui aurait augmenté en proportion égale son trésor de bonheur et de vertu; car toute vérité féconde une vertu de ses rayons! Le Verbe divin lui-même, la vérité chrétienne, la plus sociale de toutes les vérités, n'a été enseignée que malgré les hommes, dans les catacombes, sur les croix et sur les bûchers; s'il eût été libre, cet enseignement sublime eût parcouru en quelques siècles la terre, qu'il n'a pas encore traversée en deux mille ans!

La séparation de l'Église et de l'État? Heureuse et incontestable nécessité d'une époque où le pouvoir appartient à tous et non à quelques-uns: incontestable, car, sous un gouvernement universel et libre, un culte ne peut être exclusif et privilégié; heureuse, car la religion n'a de force et de vertu que dans la conscience; elle n'est belle, elle n'est pure, elle n'est sainte qu'entre l'homme et son Dieu: il ne faut rien entre la foi et le prêtre, entre le prêtre et le fidèle. Si l'État s'interpose entre l'homme et ce rayon divin qu'il ne doit chercher qu'au ciel, il l'obscurcit ou il l'altère. La religion devient alors pour l'homme quelque chose de palpable et de matériel, qu'on lui jette ou qu'on lui retire, au caprice de toutes les tyrannies; elle participe de l'amour ou de la haine que le pouvoir humain inspire, elle varie ou tombe avec lui; c'est le feu sacré de l'autel alimenté avec les corruptions des cours et les immondices des places publiques; c'est la parole de vie dans une bouche morte; c'est le trafic dans le temple! Ce système fait des hypocrites quand l'État est chrétien, des incrédules quand il est sceptique, des athées ou des martyrs quand il est persécuteur.

L'élection? Il n'y a de vérité, dans le pouvoir social moderne ou représentatif, qu'autant qu'il y a vérité dans l'élection; et il n'y a de vérité dans l'élection qu'autant qu'elle est universelle. Cependant, si vous donnez l'élection à des classes qui ne la comprennent pas, ou qui ne

peuvent l'exercer avec indépendance, vous la donnez fictive, c'est-à-dire vous la refusez réellement. Plusieurs opinions parties de points opposés, et voulant atteindre un but contraire, réclament de concert l'élection universelle : l'un des deux partis se trompe assurément, car tous les deux, en demandant le même moyen, ne veulent certes pas le même résultat. Y a-t-il lumière? y a-t-il bonne foi dans l'une et l'autre de ces opinions? Nécessairement l'une ou l'autre s'égare.

Ceci est la plus grave question de l'organisation à la fois libre et vitale que doit fonder ce siècle. Nous la résoudrons ainsi : élection universelle pour être vraie, élection proportionnelle pour être juste. Nous avons vu plus haut qu'une pairie héréditaire ou une aristocratie modératrice n'existe pas et ne peut exister sur le sol nivelé de l'époque et du pays; nous avons été plus loin, nous avons prouvé qu'elle ne devait exister ni en logique ni en morale. La société, toutefois, a en effet des intérêts conservateurs qu'on a cherché toujours à constituer ou à constater dans une seconde Chambre. Quand les éléments de cette seconde Chambre existent, c'est bien; mais aujourd'hui, mais en France, où ces éléments sont dissous, vous êtes invinciblement conduits à une seule représentation nationale, puisqu'un pouvoir politique doit être une vérité, et ne peut représenter et constater que ce qui est. Que vous la fassiez parler à deux tribunes ou à une seule, peu importe; votre représentation nationale, nécessairement une, devra représenter tout à la fois le mouvement et la stabilité sociale; la haute, la moyenne et la petite propriété; l'intérêt d'action et l'intérêt de repos : elle doit les représenter dans leur réalité, dans leur proportion, dans leur combinaison sincères. Il n'y a, pour atteindre cette rigoureuse vérité, cette rigoureuse justice, qu'un moyen, l'élection proportionnelle. Tant que vous n'arriverez pas à cette réalisation facile, la France ne marchera ni ne se reposera : elle s'agitiera sans avancer, elle tombera, elle se relèvera pour tomber encore. L'élection proportionnelle et universelle, c'est-à-dire une élection qui, partant des degrés les plus inférieurs du droit de cité et de la propriété, seul moyen de constater l'existence, le droit et l'intérêt du citoyen, s'élèvera jusqu'aux plus élevés, et fera donner à chacun l'expression réelle de son importance politique réelle par un vote, dans la mesure vraie et dans la proportion exacte de son existence sociale. Vérité parfaite, justice rigoureuse, démocratie complète et cependant aristocratie de fait reconnue aussi : l'élection à plusieurs degrés résout seule ce problème. Toutes les unités politiques y ont leur élection, s'élevant, s'épurant, s'éclairant suc-

cessivement jusqu'à l'élection suprême, produit exact des forces, des lumières et des intérêts du pays et du temps. Il n'y a qu'une objection à ce système : le pays d'aujourd'hui y répugne, parce qu'il en a fait une fois une ridicule épreuve, et aussi, disons-le, parce qu'il n'aime pas assez la vérité politique. Mais qu'est-ce qu'une répugnance face à face avec une vérité ? L'une tombe et s'efface, l'autre grandit et survit : nous en viendrons là.

Le pouvoir ? C'est le fond de toute question sociale. Une fois les principes admis et le pouvoir trouvé, la forme sociale s'organise, elle vit, elle marche, elle dure. Retrouver le pouvoir dans les débris d'une convulsion politique qui en a tant créé et tant détruit depuis un demi-siècle ; devant une force nouvelle, immense, incalculable, sans cesse jeune, sans cesse agissante, la presse ; devant des opinions divergentes, fougueuses, ombrageuses, irritées, souvent iniques, demandant justice et force, et refusant respect et concours ; devant les haines d'un parti qui ne veut aucun pouvoir, et les jalousies de deux autres partis qui ne le veulent qu'à condition de leur appartenir tout entier ; prendre racine sans sol, au vent de tous les orages : insoluble problème !

Le pouvoir actuel, avec les apparences de l'usurpation, n'est cependant pas né de lui-même, mais de la faute et de la calamité d'autrui ; on n'usurpe pas tout ce qu'on remplace. Sorti comme une dictature nécessaire plus contre l'insurrection que par elle, forteresse improvisée entre la république et le despotisme, entre la guerre civile et l'anarchie, entre le choc inévitable, sans lui, de l'Europe menaçante et de la France débordée, il semble avoir en soi toutes les conditions d'une longue dictature, plutôt que les conditions d'une existence propre et définitive : instantanéité, nécessité, force empruntée et conventionnelle, abri commun dans la tempête, terrain neutre où tous les partis se rencontrent, mais où nul ne s'établit que sous condition. Puisque la dictature est sa nature, il n'a qu'un moyen de vivre, d'agir, de se mouvoir, c'est comme dictature : autrement il est condamné à la tyrannie ou à l'inaction ; la tyrannie lui répugne, et l'inaction c'est la mort. Fléchissant, s'il ne s'appuie que sur lui-même, il tombe ; boiteux, s'il ne s'appuie que sur un parti, il ne peut marcher. Sa mission fut de fonder et d'organiser un gouvernement libre, et il ne peut être gouvernement libre s'il n'appartient pas également à tous les partis, s'il se fait l'organe et l'agent de la tyrannie de l'un sur l'autre. Forcé donc de se faire sanctionner par la raison de tous, de se légitimer, au moins temporairement



pour tous, par la loi même qui l'a créé, par la nécessité de son existence dictatoriale, par la largeur et la sincérité des institutions futures auxquelles il est appelé à présider, par la confiance et la reconnaissance qu'il doit savoir inspirer à la nation, il doit tous les jours, à toute heure, se remettre généreusement en question lui-même. Nul alors ne lui refusera de la force, nul ne lui disputera le temps; il a des années devant lui; la question de dynastie et de personne n'est rien devant l'avenir, devant l'immense question sociale : et quand son œuvre sera accomplie, quand les opinions et les faits auront prononcé le jugement de Dieu, soit qu'il s'établisse pour des siècles, soit qu'il s'efface et se retire lui-même devant une autre nécessité morale, sa part sera grande encore dans la postérité. Type de l'ordre rationnel, dictature du siècle, s'il ne lègue pas un trône à une famille, il aura donné son nom aux institutions de l'époque moderne. Fonder une ère de liberté et de justice, organiser un principe social nouveau, est plus beau, aux yeux de l'avenir, que d'hériter d'un trône et de fonder une dynastie.

Gouvernement? Il n'a compris pleinement jusqu'ici ni sa base, ni sa mission, ni sa route. Trois ministères se sont succédé : le premier n'a vu dans la catastrophe de juillet qu'un accident dynastique, auquel l'esprit progressif de l'époque ne prendrait pas garde; il a cru qu'il n'y verrait que des hommes à changer, des chiffres à effacer, des écussons à refondre. Des hommes de mérite, de talent et de lumière, pendant quinze ans d'opposition ont été pris au dépourvu par ce grand jour; leur système tout fait n'allait plus à la taille du siècle; ils ont grandi depuis leur chute par de l'éloquence et de l'énergie. Le second a cherché la force dans la popularité, bête féroce qui ne vous caresse que tant que vous avez des hommes ou des principes à lui jeter : ce ministère est tombé d'impuissance devant cette popularité qui commençait à rugir; il eut un généreux mouvement contre elle le jour du procès des ministres de Charles X; il offrit sa vie pour la leur. Ce jour l'honore, comme il honore la France.

Le troisième a merveilleusement compris la crise européenne, la question étrangère : en faisant respecter les traités, qui sont la morale écrite des nations, il a prévenu la guerre universelle. Pour qui connaît l'état actuel de l'Europe, la guerre universelle est le cataclysme final européen. Celui qui la jettera des plis de son manteau assumera la responsabilité d'un siècle de chaos, de meurtres, de sang et de servitude; il fera ce que feraient la Belgique et la Hollande si elles renversaient leurs dagues et

ouvreraient passage à leur Océan : nationalités et individus, libertés et principes, amis et ennemis, tout serait englouti !

Or, il n'y avait point nécessité suffisante de se précipiter dans ces terribles hasards : la Belgique a été constituée plus pour nous que contre nous ; c'est une frontière de l'Europe démantelée et affaiblie de moitié. Quant à la Pologne, sublime résurrection d'une nationalité qui ne peut s'éteindre, tardive mais héroïque protestation d'un droit sacrifié par l'Europe ; la France, complice honteuse de son partage à une autre époque, la France, qui n'a point de dépouilles, mais seulement du sang à lui rendre, avait sans doute le droit de reconnaître le fait de sa résurrection, car il est toujours permis de revivre, car la date d'un crime politique ne constitue pas un droit contre la victime, car il n'y a pas de prescription contre un peuple qui veut et qui peut sortir de son sépulcre ; mais si la France avait ce droit de reconnaissance et de secours, elle avait aussi le droit et le devoir de choisir son heure ! Sa sympathie nationale pour l'héroïsme polonais n'imposait pas à son gouvernement la nécessité peut-être inopportune de la précipiter en aveugle dans les chances d'une collision universelle. Les gouvernements sont les tuteurs des peuples, les tuteurs de l'Europe ; ils peuvent, en cette qualité, avoir à résister même aux plus généreuses des passions, l'enthousiasme et la pitié, tout en les partageant comme hommes. L'heure choisie par la Pologne convenait-elle à la France à peine réorganisée ? à son gouvernement, tremblant de se mouvoir sur une base non affermie ? La question est là ; nous ne pouvons la résoudre : le gouvernement a seul les éléments de sa détermination, comme seul il en supportera la responsabilité future. Le droit est une grande force ; l'admiration et la pitié sont de puissants auxiliaires ; les guerres de sentiment sont les plus belles et les plus héroïques : témoin les croisades, la Vendée et l'Espagne. On a vu les peuples renaître d'une sympathie moins vive et de moins courageuses imprudences ; mais, en se plaçant dans le point de vue de juillet, et dans l'hypothèse de son gouvernement actuel, la Pologne a peut-être mal choisi son jour ; un an plus tôt, trois ans plus tard, elle était secourue par l'Europe, et triomphait. Les massacres de Varsovie et l'assassinat des généraux trahissent, dans cette révolution même, cette main hideuse de la démagogie aveugle et sanguinaire, qui souille tout ce qu'elle touche. Du jour où le crime se montre dans une cause populaire, cette cause périt ; ce génie infernal, ce Méphistophélès de la liberté, déshonore l'héroïsme, et décourage de la liberté même.

Le ministère actuel a mis en scène un beau caractère, un homme de cœur, de conscience, de talent ; un homme qui sait braver la tempête, et tenir ferme à un principe ; mais il choisit les siens au hasard. La question étrangère, si bien saisie par lui, montre qu'il sait voir ce qui est palpable, ce qui est sous ses yeux. La question intérieure, la question aristocratique surtout, si mal analysée, si mal engagée, montre qu'il n'a pas assez d'horizon dans l'esprit. On le plaint, mais on l'honore ; et l'on regrette qu'un si beau courage et une si ferme conviction ne combattent pas à un plus grand jour.

La législation ? La législation criminelle surtout à refaire en entier, non plus sur le principe des codes païens, principe de vengeance et de talion, mais sur la base évangélique, sur le principe chrétien ; esprit de justice, mais de douceur, de charité, d'indulgence, de repentir, d'épuration, et non de vengeance et de mort ; la peine de mort surtout à effacer. Je ne pense point, avec ceux qui la veulent bannir de nos codes, que la société n'a pas le droit de mort parce qu'elle ne peut rendre la vie : l'existence de la société étant nécessaire, la société a tous les droits nécessaires à son existence. Mais cette loi brutale du talion, juste quand la société était faible et imparfaitement constituée, quand il lui fallait une vengeance prompt, évidente, instantanée, a survécu à sa nécessité. Non-seulement, elle ne me semble plus nécessaire, mais elle nuit à la société moderne ; elle ne rend pas moins fréquents, mais elle rend plus féroces le crime et le criminel ; une législation sanglante ensanglante les mœurs ; une législation douce les tempère et les adoucit. La peur n'est pas une vertu. La législation chrétienne veut des vertus, et laisse la terreur au crime : ayons le courage au moins de tenter cette suppression du sang dans nos lois, et de porter, même imprudemment, ce sublime et généreux défi à la Providence, à l'humanité, à l'avenir !

Mais, me direz-vous ici, quel sera le frein de votre logique ? dans quelle proportion, dans quelle mesure le législateur, peuple lui-même, jettera-t-il à la génération les libertés et les institutions dont vous venez d'admettre la nécessité ou la convenance ? Où s'arrêteront vos droits ou vos libertés de famille, de commune, de province, de nation ? — Elles s'arrêteront où la raison et la conscience publiques en montreront l'abus ou l'excès ; elles s'étendront dans la proportion et la mesure des mœurs du pays et du temps : la raison et la conscience publiques ne peuvent longtemps s'y tromper ; elles n'ont qu'à les confronter avec les mœurs.

Les mœurs, en effet, sont la seule base, l'indispensable condition des lois ; une proportion rigoureuse est nécessaire entre les unes et les autres ; dès que cette proportion est violée, dès que cette harmonie manque, la législation naît morte ; elle ne porte aucuns fruits, ou elle en porte de funestes. Ce contre-sens, cet antagonisme des lois et des mœurs, de la sévérité de Sparte et de la mollesse de Sybaris, tue un peuple. L'examen, la raison, l'expérience et la conscience ont ici à prononcer de bonne foi sur ce qui est immédiatement possible parmi nous, ou ce qui ne peut être atteint qu'à l'aide de l'habitude, des progrès et du temps ; la presse et la parole libres sont là à leur place, portant sans cesse toutes ces questions devant le grand jury national, devant l'opinion qui prononce, mais non sans appel, dans un régime de majorité. Quand une liberté de plus sera mûre, elle tombera nécessairement de l'arbre, au souffle de ce vent populaire, sur un sol préparé à la recevoir.

Ici vous serez étonné peut-être de ne pas m'entendre flétrir davantage ce qu'on appelle centralisation, cet abus banal contre lequel tous les partis s'élèvent de concert, parce que tous cherchent à détruire, et aucun à fonder ; de ne pas me voir disloquer à mon tour quelque membre de l'unité nationale. Dieu et le sens commun me préservent d'acheter de la popularité à tel prix ! Demander la liberté politique, délibérative et élective pour toutes les opinions, pour tous les intérêts, pour toutes les localités, c'est détruire en effet ce qui doit être détruit, la centralisation politique, l'influence oppressive d'une capitale, d'un parti, d'une classe, d'un homme ; le monopole de la liberté, le despotisme enfin ; c'est là la juste tendance d'un esprit libre et éclairé ; c'est là l'œuvre du jour et du siècle. Mais détruire la centralisation administrative et exécutive, refouler la vie et la pensée dans les membres, au lieu de la placer forte et pleine dans la tête de l'État ; briser les liens nécessaires du *pouvoir* et de l'*action*, refaire de la France, si forte parce qu'elle est *une*, une fédération provinciale, faible, boiteuse, disjointe et vacillante, après que le temps et le génie de la civilisation se sont épuisés à faire de ces parties incohérentes une grande et vigoureuse unité nationale, c'est le vœu de la folie ou c'est le cri du désespoir !

La centralisation administrative, méditée par tous nos hommes d'État de la monarchie, opérée enfin par l'Assemblée constituante, est le seul monument que la Révolution ait fondé avec tous les débris qu'elle a faits. Cette intensité de force dans cette uniformité d'action qui fait que la

pensée sociale, une fois librement conçue et devenue loi, s'exécute à l'instant même avec célérité, régularité, contrôle et uniformité, dans toutes les sphères de l'administration d'un vaste État, c'est l'unité de ces grands corps qu'on nomme nations. Si vous la détruisez, ils périssent, ou cette unité se reconstruira malgré vous, car elle est leur vie ; et la dissolution de cette unité ou de cette centralisation, c'est la mort !

Que l'âme du corps social, c'est-à-dire la pensée et l'action politiques, soient donc libres, expansives, constatées, parlant et agissant partout ; qu'elles ne soient plus enchaînées, comme elles l'ont été jusqu'ici, au caprice d'une bureaucratie tyrannique, au délire d'une capitale ameutée, jouet d'un tribun ou d'une faction ; qu'elles aient leur force et leur point d'appui en elles-mêmes et sur elles-mêmes, sur les forces, les intérêts, les opinions de familles, de communes et de provinces ! mais que l'administration nationale soit une, une dans sa forme, une dans son action ! que tous les ressorts de la machine gouvernementale aboutissent à un seul centre, d'où ils reçoivent l'impulsion, la force et la régularité ! La force relative des nations est tout entière dans le perfectionnement de ce système d'unité ou de centralisation ; le premier devoir des nations, c'est de vivre, c'est de rester indépendantes ; et pour rester indépendantes, elles n'ont qu'un moyen, être fortes. Centraliser l'action administrative, ce n'est donc pas progrès, c'est déclin.

X

CONCLUSION ET CONJECTURES

Voilà, monsieur, les principaux délinéaments de la route politique où je voudrais voir marcher nos amis et nos ennemis, où je voudrais que la presse et la parole, le pouvoir et les Chambres guidassent la France et l'Europe ; c'est la seule route qui n'ait pas un abîme à son terme, et qui conduise à un avenir. Vous le savez : avant la catastrophe qui a affligé nos cœurs sans avoir étonné nos prévisions, car nous la pressentions prompte, certaine, inévitable, au bout de la voie fautive, étroite, rétrograde, où l'aveuglement et l'erreur poussaient ceux que

nous aimions à avoir pour guides, et que nous suivions comme le soldat doit suivre son chef, jusqu'à la mort, mais non jusqu'au suicide, c'étaient là nos pensées et nos paroles; hélas! pensées et paroles stériles, que le souffle de l'adulation ou de l'intrigue ne laissait pas arriver jusqu'à l'oreille des rois, que le vent des passions populaires emportera peut-être de même aujourd'hui! N'importe : elles tomberont sèches et froides sur le sable ou sur le rocher; mais elles n'y mourront pas pour toujours. Une idée vraie, une idée sociale descendue du ciel sur l'humanité, n'y retourne jamais à vide; une fois qu'elle a germé dans quelques cœurs droits, dans quelques esprits logiques et sains, elle porte en soi quelque chose de vital, de divin, d'immortel, qui ne périt plus tout entier; les passions, les vils intérêts, l'ignorance, l'habitude, les préjugés, la haine, peuvent l'écraser sous leurs pieds, peuvent la mutiler sous le sabre ou sous la hache; ses fruits sont retardés d'un jour, d'un siècle ou deux peut-être (la Providence a la main pleine de siècles, et ne les compte pas dans son œuvre); mais au siècle marqué, mais au jour fatal, et peut-être y sommes-nous! l'idée vivace, dont la semence a été répandue et multipliée par les orages mêmes, éclôt dans tous les esprits à la fois; tous les partis la revendiquent comme leur; toutes les opinions l'avouent comme le fond de leur pensée commune : prévu ou imprévu, un événement arrive, un accident peut-être, et le monde est renouvelé. L'idée de liberté a tous ces caractères; si la France voulait, si le pouvoir savait, ce grand fait de rénovation sociale s'opérerait sous nos yeux : rien ne s'y oppose, rien ne résiste dans les choses comme dans les esprits; l'heure a sonné.

Mais la France veut-elle? mais le pouvoir sait-il? Oui, la France voudrait, mais elle veut faiblement; ses longues convulsions, son repos de quinze ans, sa position fautive sur un droit méconnu et sur un droit contesté, sa peur des nouveautés, sa lassitude des expériences, sa défiance de l'erreur, de la vérité même, son industrialisme, culte amollissant de l'or, son engouement prompt, son dégoût rapide, ses éblouissements de gloire militaire, sa secrète faveur pour un despotisme qui la flatte avec des conquêtes, qui l'étourdit avec des tambours, l'esprit de faction, de haine, de dénigrement mutuel qui use ses forces contre soi-même, et surtout, disons-le, son peu de foi dans la haute morale, l'affaiblissement du sentiment religieux, sentiment qui vivifie tous les autres, héroïsme de la conscience, sans lequel l'humanité n'a pas assez de foi en elle-même, ne comprend pas assez sa propre dignité, ne place pas son but assez

haut, n'a pas assez la confiance et le désir de l'atteindre : tout cela a altéré en nous le principe des grandes choses, le mobile des résolutions généreuses et fortes, la base morale de toute institution libre, la vertu politique. C'est la vertu politique qui nous manque, et c'est ce qui me fait douter de nous et trembler sur nous ! La vertu politique ? je sais que la liberté la produit en l'exerçant ; mais il en faut déjà pour supporter la liberté. Quand Rome ne comptait plus qu'un Caton, César n'était pas loin.

Mais le pouvoir sait-il ? Non, s'il continue à chercher sa base dans un élément qui manque dès aujourd'hui, qui manquera plus encore dans l'avenir, l'aristocratie ; dans la restriction et non dans l'expansion du droit et de l'action politique ; s'il continue à resserrer la main au lieu de l'ouvrir tout entière, s'il veut régner et non guider, s'il veut dresser sa tente d'un jour, et forcer l'esprit social à une halte précaire dans le défilé où le dix-neuvième siècle est arrivé, et où il étouffera, s'il ne le traverse pas avec un pouvoir hardi en tête de ses générations. Ainsi peut-être manque-t-il à la fois à cette époque deux choses sans lesquelles toute théorie tombe, toute espérance s'évanouit : un pays et un homme.

Faute d'un homme, d'un homme politique, d'un homme complet dans l'intelligence et la vertu, d'un homme résumé sublime et vivant d'un siècle, fort de la force de sa conviction et de celle de son époque, Bonaparte de la parole, ayant l'instinct de la vie sociale et l'éclair de la tribune, comme le héros avait celui de la mort et du champ de bataille ; palpitant de foi dans l'avenir, Christophe Colomb de la liberté, capable d'entrevoir l'autre monde politique, de nous convaincre de son existence, et de nous y conduire par la persuasion de son éloquence et la domination de son génie ; faute de cet homme, l'anarchie peut être là, vile, hideuse, rétrograde, démagogique, sanglante, mais impuissante et courte ; car l'anarchie même suppose de la force. Le crime a aussi son parti en France, l'échafaud a aussi ses apôtres ; mais le crime ne peut jamais être un élément politique ; le crime est la plus antisociale des choses humaines, puisque la société n'est et ne peut être que de la morale et de la vertu. Ce parti est hors la loi du pays et de la civilisation ; il est à la politique ce que les brigands sont à la société : ils tuent, mais ils ne comptent pas. La société n'a ni besoin ni appétit de sang ; elle n'a pas même à combattre, elle n'a rien à renverser devant elle ; tout est nivelé sous ses pas. Cette admiration imitatrice pour les hommes et les œuvres de la Terreur n'est que du sophisme qui accompagne quelquefois le bourreau, comme il le précède

toujours ; c'est un arrière-goût du sang versé et bu dans notre époque de honte, que quelques insensés prennent encore pour de la soif, et qui n'est que le rêve du tigre.

Faute de vertu politique dans le pays, au premier tremblement du pouvoir, à la première bourrasque sur la mer tempétueuse de la liberté, une clameur générale s'élèvera : « Retournons en arrière, perdons plutôt tout l'espace déjà parcouru, plions les voiles, regagnons le passé ! » Le port le plus précaire sera bon. Le premier qui prendra le chapeau étriqué et la redingote grise se croira un Bonaparte, sabrera la civilisation et la liberté des branches à la racine, et dira : « Mon peuple, » jusqu'à ce qu'on en cherche un autre pour mieux parer la servitude. Ce peuple libre n'aime pas assez la liberté ; il croit toujours voir le temple de la gloire avec un anarclie sur le seuil, ouvert pour le recueillir et le venger d'une nouvelle anarchie. Il se trompe, le héros n'est plus ; et la liberté est son seul asile.

Cherchons donc la vertu politique, cherchons-la pour nous et pour les autres, le temps se chargera de l'exercer ; cherchons-la où elle est, dans une conviction forte, dans une foi sincère à la destinée progressive de l'humanité, dans un religieux respect pour notre dignité d'homme, dans une contemplation sévère du but divin que Dieu a placé devant la société comme devant la vie individuelle : ce but, c'est lui-même, c'est le perfectionnement de l'individu et le perfectionnement de l'être générique, l'humanité, qui doit rapprocher de Dieu l'homme vertueux et la société elle-même.

Cette pensée divine, appliquée enfin à la politique, fermente déjà dans la jeune génération qui nous presse ; c'est dans cette génération, jeune, forte, morale, religieuse, qu'est tout l'espoir de l'avenir. Le saint-simonisme lui-même est un heureux symptôme : hardi plagiat qui sort de l'Évangile et qui doit y revenir, il a déjà arraché quelques esprits enthousiastes aux viles doctrines du matérialisme industriel et politique, pour leur ouvrir l'horizon indéfini du perfectionnement moral et du spiritualisme social. C'est là en effet le terme à atteindre, mais par la route que le Christ a tracée, que sa doctrine progressive éclaire à mesure que l'homme avance ; mais sur le terrain réel et solide de l'humanité, sur le respect de tous les droits, sur l'accomplissement de tous les devoirs, sur la réforme et non sur la destruction de la seule base que Dieu ait donnée jusqu'ici à la famille et à la société, la propriété. Peut-être l'humanité

découvrira-t-elle un jour un autre principe social : on ne peut rien nier, rien affirmer de l'inconnu. L'horizon de l'humanité recule et se renouvelle à proportion des pas qu'elle a faits. Le Verbe divin sait seul où il veut nous conduire : l'Évangile est plein de promesses sociales et encore obscures ; il se déroule avec les temps, mais il ne découvre à chaque époque que la partie de la route qu'elle doit atteindre. Le saint-simonisme trace une route parallèle, mais sur les nuages ; c'est une religion, moins un Dieu ; c'est le christianisme, moins la foi qui en est la vie ; c'est l'Évangile, moins la raison et la connaissance de l'homme. Tout ce qu'il y a en lui de sincère, d'élevé, d'aspiration à un ordre terrestre plus parfait et plus divin, s'apercevra bientôt qu'il ne peut marcher sans base, qu'il faut toucher au ciel par les désirs, mais à la réalité humaine par les faits, et reviendra au principe qui donne à la fois la vérité spéculative et la force pratique, l'espérance indéfinie du perfectionnement des sociétés, et la règle, la morale et la mesure qui peuvent seules les y diriger. Ce principe, d'où nous émanons tous, croyants ou sceptiques, amis ou ennemis, c'est le christianisme ! Sa déduction logique est la perfection sociale ; c'est lui qui a fait la liberté moderne, plus vraie que la liberté antique ; c'est lui qui nous prépare encore la charité politique et civile, plus vraie que le patriotisme étroit, exclusif et égoïste de l'antiquité ; son règne ne sera autre chose que l'époque rationnelle, le règne de la raison, car la raison est divine aussi.

Un mot ici. Par ce règne futur et parfait du christianisme rationnel, je n'entends point ce règne matériel du christianisme, cet empire palpable et universel du principe catholique, prédominant de fait sur tous les pouvoirs politiques, asservissant le monde même à la vérité religieuse, et donnant ainsi un démenti à la sublime parole de son auteur : « Mon royaume n'est pas de ce monde. » Cette doctrine de politique religieuse réalisée dans des formes sociales, doctrine que quelques hommes de foi et de talent réchauffent en vain aujourd'hui, n'a jamais eu l'assentiment de ma raison : c'est chercher dans un mysticisme couronné, dans une théocratie posthume, dans une aristocratie sacerdotale, un principe et une règle du pouvoir humain, qui n'y existeraient pas plus que dans le despotisme ou l'aristocratie politique. La vérité même ne doit ni se manifester ni s'imposer par des formes de domination matérielle, car ses agents seraient toujours hommes : les hommes altèrent ou corrompent tout ce qu'ils touchent avec leurs mains d'hommes, et nous feraient une tyrannie dégradante de la liberté même des enfants de Dieu. La

seule forme de manifestation et d'empire de la vérité religieuse vis-à-vis de la vérité sociale et politique, c'est la parole, c'est la liberté! Le seul joug des cœurs et des intelligences, c'est la conviction! C'est là le seul empire de la vérité chrétienne, le seul joug que nous porterons tous avec liberté et avec amour, quand le tronc immortel du christianisme, qui renouvelle ses rameaux et son feuillage selon les besoins et les temps, aura porté et multiplié pour nous ses derniers fruits.

Revenons au jour où nous sommes, et concluons. Vous le voyez, espérance et lumière à un horizon éloigné, sur l'avenir des générations qui nous suivent; incertitude et ténèbres sur notre sort actuel, sur notre avenir immédiat. Cependant l'espérance prévaut; et si chacun de nous, sans acception de parti, d'opinions ou de désirs, se plaçait dans la vérité qui est immédiatement devant lui, y cherchait son devoir du jour, et employait sa force sans la calculer, le résultat ne permettrait pas un doute: le monde social aurait fait un pas immense, et ses chutes mêmes l'auraient avancé de plusieurs siècles. Je ne suis pas prophète, mais la raison prophétise: une loi éternelle, une loi morale que les anciens appelaient fatalité, que les chrétiens nomment Providence, et qui n'est autre chose que la volonté divine enchaînant les conséquences aux principes, les effets aux causes, travaille éternellement pour ou contre nous, selon que nous partons du faux ou du vrai. Dans la vie privée de l'individu comme dans la vie sociale des empires, cette loi se manifeste sans cesse par ses applications heureuses ou vengeresses; elle rétribue dès ce monde à chacun selon son œuvre, à chacun selon sa vérité et sa vertu. C'est l'ombre de la justice divine que l'on aperçoit de la terre. Cette loi divine sous les yeux, on peut prédire et l'on prédit en effet tous les jours avec une pleine et infaillible assurance.

On peut donc prédire que si un droit a été omis ou violé volontairement dans un fait politique, son absence ou sa violation jettera longtemps le pouvoir et le pays dans une laborieuse expiation.

Que si le pouvoir, innocent lui-même de la nécessité politique d'où il surgit, comprend cette dictature des événements, cette mission d'une destinée sociale, et l'emploie tout entière, sans retour sur lui-même, au salut désintéressé du pays, à la fondation sincère et large d'un ordre libre et rationnel, il triomphera de tous les obstacles, il créera ce qu'il a mission évidente de créer, et durera ce que doivent durer les choses néces-

saies, le temps d'achever leur œuvre, transition elle-même à un autre ordre de choses plus avancé et plus parfait.

Que s'il ne se comprend pas lui-même, ets'il ne profite pas, au bénéfice de la liberté et de l'humanité tout entière, du moment fugitif qui lui aura été donné; s'il ne voit pas qu'une route longue, large et droite est ouverte sans obstacle devant lui, et qu'il peut y porter les esprits, les lois et les faits jusqu'à un point d'où ils ne pourraient plus rétrograder; s'il se compte lui-même pour quelque chose, s'il s'arrête ou s'il se retourne, il périra, et plusieurs siècles peut-être périront avec lui.

Que si les royalistes constitutionnels, les hommes de fidélité, de religion, de monarchie, de liberté et de progrès, persistent à mettre leur répugnance d'esprit, leurs scrupules de souvenirs, leurs affections de parti, au-dessus de leurs droits et de leurs devoirs d'hommes et de citoyens; que s'ils se retirent comme ils viennent de le faire de toute l'action politique moderne, l'élection; que s'ils regardent sans combattre la mêlée politique qui se débat sous leurs yeux, et dont eux-mêmes ils sont le prix sanglant; que s'ils laissent vaincre l'anarchie contre eux; que s'ils laissent fonder sans eux la liberté, qui n'est plus qu'oppression quand elle n'appartient pas à tous; que s'ils se refusent obstinément à entrer dans l'ère nouvelle, dans ce temple commun d'asile que les événements et la providence sociale leur ouvrent si souvent; que s'ils laissent mettre hors la loi du siècle, hors de la protection et de la reconnaissance de l'avenir, eux, leurs principes, leur religion et leur cause, ils se suicident de parti pris; ils concourent aveuglément à la ruine du présent, au meurtre de l'avenir social; et ils préparent pour eux, pour leur patrie, pour leurs fils, un de ces châtimens déplorables que la Providence inflige quelquefois à l'erreur aussi sévèrement qu'au crime. Pour nous, innocents de cette erreur, si nous ne répudions pas notre part de la peine qui ne choisira pas, répudions du moins toute participation à la faute; nous aurons du moins protesté: si notre voix ne doit pas être comprise, elle aura du moins retenti. Qu'elle retentisse encore! Suivons cette lumière qui luit pour nous, cette lumière que tous peuvent voir, cette lumière qui éclaire la morale politique des mêmes clartés que la morale privée; faisons le mieux possible dans toutes les circonstances données. Les événements ne nous appartiennent pas, mais notre détermination nous appartient toujours tout entière; les événements ne sont jamais neutres: nous n'avons donc jamais le droit de l'être nous-mêmes. Il y a toujours, dans toutes les combinaisons des

choses humaines, un mal à éviter, un mieux à chercher, un choix à faire. Quelqu'un a dit que, dans les temps de révolutions, il est souvent moins difficile de faire son devoir que de le connaître; mais la morale du christianisme a une lueur qui éclaire toujours suffisamment chacun de nos pas, en nous montrant toujours un but que l'instabilité des événements et le vent orageux de la fortune ne peuvent voiler ni ébranler, le bien de l'humanité. Le choix que cette morale nous commande, faisons-le jour par jour, heure par heure, selon la raison, la conscience et la vertu; n'en cédon's rien à nos ennemis, rien à nos amis même; supportons la haine et l'injure des uns, le sourire et la raillerie des autres. Devant chaque homme, devant chaque époque, devant chaque fait, il y a un devoir; dans chaque devoir il y a une vertu, à chaque vertu une rétribution présente ou future: chacun de ces devoirs accomplis par nous est à notre insu de la haute politique, car la politique n'est que la morale appliquée à la vie civile.

Notre devoir à nous comme notre politique, c'est de nous confondre avec le pays, dont nous ne pouvons nous séparer sans l'affaiblir, et par conséquent sans crime. Le pays, qui n'eut jamais nécessité plus grande de secours, de lumière et d'énergie, ne nous pardonnerait pas de ne pas lui avoir offert ce que nous pouvons en posséder dans nos rangs. Ne nous constituons pas nous-mêmes les ilotes de la civilisation et de la France; n'acceptons pas, ne justifions pas par une fausse attitude politique ce titre de vaincus que des ennemis habiles voudraient nous infliger pour se donner les droits odieux de la victoire; ce titre de vaincus dont quelques-uns de nous ont la faiblesse de s'honorer! Il n'y a eu de vaincus en France, dans la bataille de juillet, que ceux qui de fait ou de cœur ont voulu trahir la foi jurée, attaquer le pays dans son droit et dans son repos, renverser les institutions, et remettre au hasard d'une mêlée de rue une nation, un trône, l'Europe et le siècle! Nous ne sommes pas de ces hommes; nous les avons réprouvés avant, pendant et après; plaignons leur aveuglement et leur peine, mais ne nous imposons pas à nous-mêmes la réprobation politique dont nous les frappâmes avant la défaite, avant la postérité; ils ont commis la faute, et nous en portons la peine: nous ne sommes ni les vainqueurs ni les vaincus, nous sommes les victimes de juillet! Connaissons notre véritable dénomination, et faisons-la reconnaître aux autres: nous sommes Français et dignes de la France. Unissons nos efforts aux siens pour la relever, la soutenir, la constituer et la défendre; si elle nous repousse, plaignons-la, mais ne lui laissons pas dire que nous l'avons abandonnée! Pressons-nous dans les rangs de sa milice nationale, pré-

sentons-nous partout où il y a un service désintéressé à lui rendre ! N'examinons pas sous quelle couleur et sous quel signe, mais pour qui et pourquoi nous combattons ! C'est toujours la France et la patrie, c'est toujours l'humanité honorant tous les signes, toutes les couleurs qu'elle déploie. Votons dans les conseils municipaux, votons dans les conseils de département, votons dans les collèges électoraux surtout ! Ne nous laissons point volontairement fermer le seuil de l'action politique, de l'élection, par une répugnance ou par une erreur.

Entrons, si on nous en ouvre la porte, dans l'Assemblée des représentants du pays ; abordons la tribune avec une parole convaincue, loyale et ferme : si la Chambre n'a pas d'échos pour nous, le pays en aura. Les paroles du mandataire du peuple portent plus loin et plus juste que la voix de l'écrivain ; c'est toute une population, toute une province, toute une opinion, qui parlent par cette bouche ; il a mission pour proférer un symbole politique, pour protester au nom d'une vérité ou d'un intérêt. La tribune est la chaire de vérité populaire ; les paroles qui en tombent ont la réalité et la vie. Montons-y donc ! montons-y, non pas pour parler plus haut à des passions qui nous demandent de les flatter, et qui nous payeront notre lâcheté en applaudissements ; non pas pour caresser de vains regrets ni pour envenimer d'amères répugnances ; non pas pour récriminer contre un passé qui n'appartient plus à personne ; non pas pour semer des embûches dans la route embarrassée d'un pouvoir qui n'a que trop d'abîmes sous les pas ; non pas même pour disserter, comme les sophistes de Constantinople, sur les arguties du dogme politique, le droit divin ou social, la source et la légitimité des pouvoirs, les droits d'une famille sur un peuple, ou d'un peuple sur une famille. Laissons ces choses aux heures de paix et de vaines disputes, et leur solution au temps et aux faits, qui seuls les résolvent. Parlons-y du présent et de l'avenir ; établissons-y nos larges et fécondes théories de droit et de liberté ; jetons notre sentiment religieux, moral, progressif, dans les lois ; rappelons-y à l'humanité ce qu'elle se doit à elle-même, ce qu'elle doit aux générations qu'elle enfante ; faisons-lui comprendre l'époque qui est sous ses yeux et qu'elle ne voit pas ; montrons-lui ce siècle éclôt pour de grandes choses, et prêt à se fondre en vaines querelles de mots et de personnes, en inanités politiques, en guerres stériles, en ruine nationale, en calamités européennes, si elle ne le saisit pas à son heure, si elle ne cueille pas le fruit qui est mûr aujourd'hui, qui sera corrompu demain !

Descendons de là aux intérêts du jour : aidons la démocratie à s'organiser pour vivre ; donnons-lui des guides, faisons-lui des lois, créons-lui des mœurs, car elle est seule tout l'avenir du monde. Apprenons-lui surtout qu'elle ne peut vivre sans forme ; que la forme de toute réalité politique, c'est un gouvernement ; que la vie de tout gouvernement régulier, c'est un pouvoir vrai et fort ; que ce pouvoir ne peut être l'expression mobile des factions inconstantes, l'œuvre perpétuelle du caprice populaire ; qu'il lui faut des racines dans le sol pour résister aux tempêtes ; que ces racines ce sont les lois organiques qui doivent l'attacher au pays, et communiquer à ses rameaux la sève qu'il y puisera sans cesse. Rappelons-lui que pour être un peuple libre il ne suffit pas d'inscrire le mot liberté sur le frontispice de son gouvernement, mais qu'il faut le sceller dans les fondements mêmes, et depuis la base jusqu'au sommet ne faire de l'édifice social qu'un tout harmonieux de droits, de devoirs, de discussion, d'élection et de liberté. Avant tout, prouvons-lui qu'il faut être juste, et que le droit de tous ne vit que du droit de chacun. Le despotisme peut subsister sur de fausses bases, parce qu'il s'appuie sur la force ; la liberté ne le peut pas, parce qu'elle s'appuie sur la justice : si le droit d'un seul manque à ses conditions, sa base fléchit tout entière, et elle croule.

Élevons souvent les regards des hommes, notre pensée et notre voix vers cette puissance régulatrice d'où découlent, selon Platon comme selon notre Évangile, la justice, les lois et la liberté ; qui seule sait tirer le bien du mal ; qui tient dans ses mains les rênes des empires, et qui les secoue souvent avec violence et rudesse, pour réveiller l'humanité de son sommeil, et lui rappeler qu'il faut marcher, dans la route de sa destinée divine, vers la lumière et la vertu. Cet élan de l'humanité vers le ciel n'est pas stérile ; c'est une force intime, c'est la foi de l'humanité dans le progrès. Rappelons à nous cette force et cette foi des temps d'épreuve et de doute ; confions-nous à cette Providence, dont l'œil n'oublie aucun siècle et aucun jour ; faisons le bien, disons le vrai, cherchons le juste, et attendons.

Adieu, monsieur ! Tandis que, inutile à mon pays, je vais chercher les vestiges de l'histoire, les monuments de la régénération chrétienne et les retentissements lointains de la poésie profane ou sacrée dans la poussière de l'Égypte, sur les ruines de Palmyre ou sur le tombeau de David, puissiez-vous ne pas assister à de nouvelles ruines, et ne pas

préparer à l'histoire les pages funèbres d'un peuple qui porte encore en soi des siècles de vie, de prospérité et de gloire! Puissent les cœurs et les esprits généreux que cette terre produit à chaque génération, sans s'épuiser jamais de génie et de vertu, étouffer leurs passagères dissensions dans le sentiment de leur commun devoir, et garder cette fortune de la France, que la France seule peut ternir ou éteindre! C'est là le vœu du plus dévoué de ses enfants, qui ne la quitte pour un jour que parce qu'elle ne le réclame pas, qu'elle peut rappeler à toute heure, et qui ne se croira libre de ses pensées ou de ses pas que s'il ne peut les employer mieux pour elle, et la servir ou l'honorer autrement!

ALPONSE DE LAMARTINE.

Saint-Point, 25 septembre 1831.

FIN DU TOME PREMIER DES MÉMOIRES POLITIQUES.

